



Fédération
Entraide
Protestante

LETTRE AUX COLLECTIFS D'ACCUEIL



Projection du documentaire *Les Couloirs humanitaires, un chemin d'avenir digne* le 29 mai à Valence. Crédits : Saïf Walid - Sawa Film

• Édito	2
• Liban : une guerre amenée à durer	3
• Syrie : entre espoirs de changement et persistance des risques	6
• Dernières nouvelles du programme des Couloirs humanitaires	8
• De l'accueil à l'engagement : la participation des personnes accueillies	9
• Femmes exilées engagées : premiers accueils et suite du projet	12
• Le 20 novembre, une journée pour réfléchir ensemble à l'accueil digne des personnes exilées	14
• Appel à la solidarité pour faire vivre les Couloirs humanitaires	15



Chères et chers membres des collectifs,

Depuis notre dernière lettre, les Couloirs humanitaires ont continué de vivre au rythme des arrivées et des accueils qui se préparent. Après une première arrivée en mars, de nouvelles personnes ont rejoint la France en juin puis en juillet, en Charente, à Pau, Marseille, Évianges-Bains et Lhuis. Ces accueils ont été rendus possibles grâce à l'engagement des collectifs, mais aussi des équipes de nos pôles régionaux, qui déploient beaucoup d'énergie pour accompagner les personnes et soutenir la mobilisation bénévole sur les territoires.

Et la suite se prépare déjà. De nouvelles arrivées sont prévues cet automne, nous l'espérons en Bretagne, en Île-de-France, à Strasbourg, Toulouse et dans l'Ain, ainsi que dans d'autres territoires où des collectifs sont actuellement à la recherche d'un logement. Au Liban, Soledad André-Amra, cheffe de mission de la FEP, poursuit avec nos associations partenaires le travail d'identification et d'accompagnement des personnes dans leurs démarches de visa. Ce travail se poursuit aujourd'hui dans un contexte de guerre qui complique fortement les déplacements et les possibilités d'intervention sur le terrain. Les situations qui nous sont orientées nécessitent par ailleurs du temps pour être étudiées et accompagnées, mais les démarches se poursuivent : plusieurs ont abouti ces derniers mois et d'autres sont actuellement en cours.

Continuer à ouvrir ces possibilités d'accueil est d'autant plus important que les voies permettant aux personnes réfugiées de rejoindre légalement l'Europe restent très limitées et tendent à se

réduire. La mise en œuvre du Pacte européen sur la migration et l'asile renforce encore une politique européenne largement tournée vers le contrôle des frontières et la limitation des arrivées, alors même que les besoins de protection demeurent importants. Les situations qui nous sont orientées évoluent également : aux côtés des familles accueillies depuis plusieurs années, nous rencontrons aujourd'hui davantage de personnes isolées, elles aussi exposées à des persécutions et pour lesquelles nous devons pouvoir trouver des possibilités d'accueil en France. C'est aussi dans cette volonté d'ouvrir les Couloirs humanitaires à des personnes aujourd'hui insuffisamment couvertes par les voies légales existantes que s'inscrit le projet Femmes exilées engagées, qui poursuit son développement et dont nous vous donnerons des nouvelles dans cette lettre.

Pour permettre à ces accueils de continuer, nous avons toujours besoin de nouveaux collectifs et de nouvelles possibilités d'hébergement, partout en France. Mais nous avons aussi besoin de celles et ceux qui connaissent déjà les Couloirs humanitaires et peuvent en parler autour d'elles et eux, partager leur expérience et donner envie à d'autres personnes de rejoindre cette dynamique.

À cette rentrée, nous souhaitons donc avant tout vous remercier : les collectifs qui ont préparé et accompagné les accueils de ces derniers mois, celles et ceux qui s'appêtent à accueillir de nouvelles personnes, les associations et équipes qui les accompagnent, et toutes celles et ceux qui continuent, parfois depuis plusieurs années, à faire vivre les Couloirs humanitaires dans leur territoire.

LIBAN : UNE GUERRE AMENÉE À DURER



Autoroute de Nabatiyé, photo prise par Joséphine Robert en juillet 2026

Impact de la guerre et crise humanitaire

Au début de l'été 2026, le Liban sort d'une escalade militaire brutale débutée en mars 2026. Selon les Nations Unies, les attaques israéliennes ont fait plus de 4 300 morts¹ et 12 200 blessés, détruit ou endommagé plus de 91 000 logements et déplacé plus d'1,2 million de personnes au plus fort de la guerre...

À la fin août 2026, Israël maintient une occupation militaire d'environ 608 km² du territoire Libanais, soit approximativement 6 % du pays, principalement le long de la « Yellow Line » et dans plusieurs villages du Sud. L'emprise militaire israélienne sur le Liban est toutefois plus vaste : en incluant les zones interdites au retour,

celles sous ordres d'évacuation, celles régulièrement frappées ou temporairement pénétrées, près de 20% du territoire seraient concernés.

Les destructions d'infrastructures, notamment des ponts sur le Litani et des routes du Sud, aggravent l'impact humanitaire des déplacements forcés en isolant des communautés et en limitant l'accès humanitaire.

Le secteur agricole est également lourdement touché; selon le Ministère de l'Agriculture Libanais², près de 56 000 hectares agricoles ont été détruits par les bombardements, soit environ 22,5% des surfaces cultivées du Liban. En mars, 76,6 % des agriculteurs interrogés dans les zones concernées avaient été déplacés, tandis que 77 % des exploitations agricoles étaient indiquées comme abandonnées. Les Nations unies³ ont ainsi alerté sur l'accroissement rapide de l'insécurité alimentaire au Liban, en raison de la guerre et de l'impact du conflit régional.

Si les déplacements de populations ont diminué depuis le pic de mars-avril, la situation reste critique : environ 860 000 personnes étaient retournées dans leurs zones d'origine à la mi-août selon l'OCHA, tandis qu'environ 360 000 restaient déplacées, dont quelque 27 000⁴ hébergées dans des écoles publiques transformées en centre d'hébergement. Avec 340 écoles du sud Liban ayant été endommagées par les attaques israéliennes, le problème de non disponibilité des établissements scolaires entrave la rentrée de septembre 2026 de milliers d'écoliers libanais.

Les retours restent par ailleurs incertains ; de nombreux villages sont en ruines, les zones sont parsemées de munitions non explosées, et les habitants craignent que leur circulation soit contrôlée ou empêchée par les points de passage militaires israéliens.

1 *Le Liban menacé par Israël du « même niveau de destruction » qu'à Gaza*, ONU info, 26 aout 2026.

2 « Les pertes du secteur agricole dépassent un milliard de dollars », affirme Hani au cours d'une tournée à Nabatiyé et Tyr, L'Orient Le jour, 11 juillet 2026

3 *L'ONU alerte sur la rapide augmentation de l'insécurité alimentaire au Liban, mais pas de pénurie à l'horizon*, L'Orient Le Jour, 10 aout 2026

4 *Le Liban menacé par Israël du « même niveau de destruction » qu'à Gaza* », ONU info, 26 aout 2026

Accord cadre et poursuite des attaques israéliennes

Le 26 juin dernier, le Liban et Israël ont conclu sous l'égide des Etats-Unis un accord-cadre ouvrant la voie à un cycle de pourparlers organisé à Rome.



Le processus demeure toutefois marqué par une forte asymétrie: tandis que les engagements israéliens restent conditionnels et flous, et que l'Etat hébreu conserve une large marge d'interprétation de ses « exigences sécuritaires » et de son « droit d'agir »⁵, le Liban est quant à lui tenu de produire des résultats « rapide et vérifiables ». L'accord semble ainsi davantage entériner le rapport de force issu de la guerre qu'en modifier les équilibres.

Sur le terrain et malgré l'accord, la guerre

5 Liban. Une autre stratégie pour sortir de l'impasse, Orient XXI, 31 Juillet 2026

6 Le Liban menacé par Israël du « même niveau de destruction » qu'à Gaza, ONU info, 26 août 2026

7 A Zaoutar El-Gharbiyé, village du sud du Liban désigné « zone pilote » : « Les Israéliens ont tout détruit pour rendre la vie impossible », Laure Stephan, Le Monde, 30 juillet 2026

8 Liban : en pleines négociations, Israël continue de faire régner la peur dans le sud du pays avec des dynamitages massifs, Laure Stephan, Le Monde, 3 Aout 2026

9 Nabatiyeh : l'accalmie après 27 morts en trois jours, Libanews, 9 septembre 2026

10 Dans le sud du Liban, des frappes israéliennes sur une salle de prière font un mort et onze blessés, selon des médias locaux, Le Monde, 5 Aout 2026

11 Au Liban, une double frappe israélienne fait un mort et endommage une ambulance, Le Monde, 11 août 2026

12 « Personne ne dort la nuit, tout le monde a peur » : dans le sud du Liban, Israël grignote du terrain, Jenny Lafond, La Croix, 10 Septembre 2026

continue. Il semblerait que le Sud du Liban ait été sacrifié pour épargner la capitale : maintien des forces israéliennes dans le sud, frappes, démolitions et affrontements localisés. Plusieurs villages ont été vidés de leurs habitants et rendus inhabitables par la destruction de logements, d'écoles, de structures médicales, de réseaux d'eau et d'électricité, de lieux de culte et de terres agricoles⁶.

Le déploiement de l'armée libanaise dans les zones pilotes⁷ définies par l'accord se heurte au maintien d'une présence militaire israélienne, limitant de facto sa capacité d'action et alimentant un sentiment d'insécurité parmi les populations revenues sur place.

Cette situation nourrit les critiques d'une partie de la classe politique libanaise, qui considère les négociations comme un « écran de fumée » permettant à Israël de consolider son contrôle du terrain tout en affichant son engagement dans un processus diplomatique.

Les attaques israéliennes se sont particulièrement intensifiées en août 2026, autour de la colline d'Ali Taher, au nord du Litani. Après la prise du château de Beaufort en mai 2026, ce point stratégique⁸, qui permet notamment d'accéder aux zones situées au nord du fleuve, fait depuis plus d'un mois l'objet d'affrontements impliquant une résistance armée du Hezbollah et d'un pilonnage intensif. Plusieurs dizaines de civils libanais, dont des enfants⁹, ont été tués, tandis que des infrastructures civiles, des lieux de culte¹⁰, des moyens de transport, des hôpitaux et des écoles ont été touchés. Israël continue par ailleurs d'utiliser la tactique illégale de la « double frappe »¹¹, poursuivant le ciblage des secouristes dénoncé au Liban comme à Gaza. L'opération de dynamitage de la colline, menée quelques jours avant le nouveau cycle de pourparlers de Rome des 15 et 16 septembre, a provoqué des secousses sismiques enregistrées dans la région.

D'autres secteurs du sud, notamment Mansouri¹² et les villages environnants, continuent d'être ciblés. Les opérations de dynamitage, les ordres de déplacement forcé et la construction de nouvelles infrastructures militaires israéliennes, y compris au-delà de la « Yellow Line », dessinent une

extension de l'emprise israélienne sur le territoire libanais.

L'accord-cadre soulève enfin d'importantes questions juridiques. Amnesty International et plusieurs organisations de défense des droits humains et de la liberté de la presse dénoncent notamment des dispositions susceptibles de favoriser l'impunité et d'empêcher les victimes de crimes internationaux de saisir certaines instances. Elles estiment également que certaines clauses pourraient contribuer à entériner le déplacement prolongé de dizaines de milliers d'habitants¹³ des zones du sud occupées par Israël.

Pourtant, les crimes de guerre commis par Israël sur le territoire libanais font l'objet de nombreuses dénonciations, à l'instar du rapport publié en juillet 2026 par les ONG Human Right Watch et Amnesty International sur le meurtre de la journaliste Amal Khalil tuée par l'armée israélienne dans le sud du Liban, le 22 avril dans ce qui s'apparente à une « attaque directe contre des civils » selon les deux organisations¹⁴.

La fragilité du processus tient enfin au fait que le retrait israélien est conditionné au désarmement du Hezbollah, alors même que ce dernier ne participe pas directement aux négociations.



Préparation des familles au départ dans les locaux du Centre Libanais pour les Droits Humains, juin 2026

13 *L'accord-cadre entre le Liban et Israël trahit les victimes de crimes de guerre commis au Liban*, Amnesty International, 6 Juillet 2026

14 *Mort d'Amal Khalil, journaliste tuée par l'armée israélienne dans le sud du Liban : Amnesty International et Human Rights Watch réclament une enquête pour crime de guerre*, Laure Stephan, Le Monde, 6 août 2026,

SYRIE : ENTRE ESPOIRS DE CHANGEMENT ET PERSISTANCE DE RISQUES



Vieille ville d'Alep, photo prise par Joséphine Robert en aout 2026

Depuis la chute du régime Assad, une transition politique encore fragile

Entre mai et septembre 2026, le pays a connu des avancées institutionnelles, notamment l'installation d'un nouveau Parlement, mais aussi la persistance de violences locales, de tensions communautaires et de pressions économiques considérables.

Dans le même temps, des centaines de milliers de Syriens ont continué à rentrer dans leur pays, tandis que plusieurs millions restent déplacés. La question de la place des minorités – Kurdes, Druzes et Alaouites notamment – demeure au cœur de la construction du nouvel État syrien. À cela s'ajoute une dimension régionale de plus en plus importante : Israël maintient une présence militaire dans le sud de la Syrie et continue de mener des opérations sur le territoire syrien, alors que Damas cherche parallèlement à négocier un nouvel accord de sécurité.

Le problème sécuritaire syrien s'est ainsi transformé : il s'agit moins, à la fin de l'été 2026, d'une guerre civile généralisée que de la coexistence de plusieurs conflits locaux, de

rivalités communautaires et de problèmes de contrôle territorial.

Le nouveau Parlement syrien s'est réuni pour la première fois le 12 juillet 2026 à Damas. L'Assemblée compte 210 membres : deux tiers ont été choisis en 2025 par des collèges électoraux régionaux et un tiers a été nommé directement par le président intérimaire Ahmed Al-Sharaa, un dispositif présenté comme transitoire compte tenu des déplacements de population et de l'absence de données démographiques fiables. Les retours de Syriens se poursuivent à grande échelle. Selon le HCR¹⁵, environ 1,67 million de Syriens sont revenus de l'étranger depuis la chute du régime d'Assad, tandis que près de 1,9 million ont regagné leur région d'origine après un déplacement interne.

Ces retours ne sont toutefois pas toujours volontaires : conflits, dégradation des conditions de vie ou changement de statut légal dans les pays d'accueil peuvent également les provoquer. Environ 4,5 millions¹⁶ de Syriens restent réfugiés dans les pays voisins.

Le HCR souligne que la situation sécuritaire demeure instable et que les risques de détention

15 « UNHCR Returns to Syria Regional Update - (April - May 2026) », UNCHR, 31 Mai 2026

16 « La renaissance de la Syrie par vents contraires », Orient XXI, 5 Janvier 2026

arbitraire, de mauvais traitements ou de persécution varient selon les régions et les profils. Il insiste ainsi sur la nécessité de retours volontaires, informés, sûrs et dignes.

La reconstruction reste un défi majeur pour la Syrie. La Banque mondiale l'a estimé à 216 milliards de dollars (185 milliards d'euros), tandis que 90% de la population syrienne vit encore dans une situation de grande pauvreté. Le retrait de la Syrie, annoncé par Washington le 24 août 2026, de sa liste des États soutenant le terrorisme laisse espérer à une reprise économique et des investissements¹⁷.

La reconstruction du pays pose également la question de la justice après plus d'une décennie de guerre. Les procès de Bachar Al-Assad¹⁸, de son frère Maher et d'autres responsables de l'ancien régime constituent les premiers jugements visant des membres du pouvoir déchu. Ces procédures, présentées par les autorités comme une étape de la justice transitionnelle, sont toutefois critiquées pour leur caractère jugé expéditif et le manque de formation de certains juges.

Insécurité, violences et persécutions : des risques qui persistent en Syrie

La transition reste particulièrement fragile pour les minorités kurde, alaouite et druze.

L'accord conclu entre Damas et les Kurdes en janvier 2026, s'est concrétisé en août par la dissolution des Forces démocratiques syriennes et la reprise progressive du contrôle de leurs anciens territoires par les autorités centrales¹⁹. Les principales questions – intégration militaire, droits culturels et linguistiques et future Constitution – restent cependant ouvertes.

La communauté alaouite, dont de nombreux membres ont fui vers le Liban lors des massacres du printemps 2025 sur la côte syrienne, demeure préoccupée par les risques arrestations arbitraires, de représailles ou de violences communautaires. La transition syrienne dépend notamment de la capacité des autorités à distinguer

les responsabilités individuelles des crimes commis sous l'ancien régime de l'appartenance communautaire.

Soueidah reste le « dernier dossier difficile » pour le président Al-Sharaa²⁰. Les groupes armés druzes sont divisés entre partisans du dialogue avec Damas et défenseurs d'une autonomie accrue. Après les violences de l'été 2025, la situation sécuritaire dans la région ne s'est pas améliorée. Le mois de septembre a été marqué par des affrontements meurtriers entre les forcés gouvernementales syriennes et les hommes de Hikmat Hijri, un chef druze en rupture avec les nouvelles autorités.

La question druze est également liée à Israël, qui justifie sa présence militaire et ses frappes dans le sud de la Syrie par des impératifs de sécurité et la protection de la communauté druze. Damas dénonce ces opérations comme des violations de sa souveraineté.

En aout, Israël poursuit ses incursions et frappes en Syrie, notamment contre la base aérienne d'Abu al-Duhur²¹ située dans le nord-ouest de la Syrie. Depuis la chute du régime d'Assad en décembre 2024, des centaines d'opérations israéliennes ont été menées sur le territoire syrien. Damas cherche parallèlement à négocier un nouvel accord de sécurité, alors que l'occupation israélienne de territoires dans le sud du pays se poursuit.

La menace de l'État islamique demeure également. Un rapport de l'ONU publié en juillet estimait à environ 3 000 le nombre de combattants de l'organisation en Syrie, qui privilégierait désormais des attaques ponctuelles contre des cibles religieuses, politiques et militaires. Après la fermeture du camp d'al-Hol le 22 février dernier, entre 15 000 et 20 000 anciens résidents – principalement des femmes et des enfants soupçonnés d'être liés à des membres de l'EIIL – sont toujours portés disparus, tandis que le sort d'environ 3 000 détenus affiliés à l'EIIL reste incertain après le transfert de milliers de détenus vers l'Irak.

17 «Le retrait de la Syrie de la liste noire des États-Unis "ouvre la voie à un avenir meilleur" », Courrier International, 26 aout 2026

18 *Bachar El-Assad condamné à mort par contumace en Syrie, un "jugement historique"*, Courrier International, 11 Aout 2026

19 *Le chef des FDS, puissantes forces kurdes, annonce leur dissolution*, l'Orient Le Jour, 26 Aout 2026

20 *Soueida, le difficile « dernier dossier interne » de Chareh*, l'Orient Le Jour, 3 septembre 2026

21 *Syria Report*, Security Council, 1er Septembre 2026

DERNIÈRES NOUVELLES DU PROGRAMME DES COULOIRS HUMANITAIRES



Départ de trois familles depuis l'aéroport de Beyrouth, juin 2026. Les familles, accompagnées pendant le voyage par la FEP, ont été accueillies à Lhuis, Pau et Evian-les-bains.

Les activités liées au Programme des Couloirs Humanitaires au Liban se poursuivent dans un contexte humanitaire et sécuritaire particulièrement complexe.

En juin 2026, trois familles réfugiées au Liban – deux familles syriennes et une famille palestinienne de Syrie – ont pu rejoindre la France en toute sécurité. Un deuxième voyage a été organisé en juillet pour un groupe plus restreint, composé de deux personnes dont le départ prévu en juin avait été retardé par des démarches administratives auprès des autorités libanaises, ainsi que d'une jeune femme bénéficiant du nouveau projet mis en place par la FEP au Liban en faveur des femmes activistes en exil.

Parallèlement, l'équipe des Couloirs Humanitaires poursuit l'identification et la sélection des bénéficiaires des deux programmes, ainsi que la préparation et le suivi des demandes de visas auprès du Consulat de France à Beyrouth.

Depuis la chute du régime syrien, le 8 décembre 2024, le Liban a accueilli de nouveaux arrivants syriens en plusieurs vagues. Selon les données du HCR, environ 119 000 Syriens sont arrivés au Liban depuis cette date, principalement dans la Bekaa et le Baalbek-Hermel, ainsi que dans l'Akkar et le Nord du pays. Ces nouveaux arrivants s'ajoutent à une population réfugiée déjà fortement vulnérable, dans un pays confronté à une crise économique, sociale et sécuritaire profonde.

Par ailleurs, les importantes réductions de

financements intervenues depuis plus d'un an dans le secteur humanitaire ont entraîné la fermeture ou la réduction de plusieurs programmes mis en œuvre par des ONG au Liban. Cette situation rend l'accès à de nombreux services plus difficile, voire impossible, pour les réfugiés comme pour une partie de la population libanaise. Dans ce contexte, l'équipe des Couloirs Humanitaires rencontre des difficultés croissantes pour assurer le suivi médical, juridique et social des bénéficiaires et pour répondre à l'ensemble de leurs besoins.

La situation sécuritaire au Liban constitue également un facteur de vulnérabilité supplémentaire pour les réfugiés syriens. Les attaques israéliennes sur le territoire ont notamment entraîné le déplacement de nombreuses personnes. Dans ce contexte, le travail des Couloirs Humanitaires reste essentiel : il permet d'offrir une voie légale, sûre et organisée vers la France à des personnes pour lesquelles le retour en Syrie n'est pas nécessairement envisageable.

En effet, malgré l'évolution de la situation politique et sécuritaire en Syrie depuis décembre 2024 et l'augmentation des retours, certains bénéficiaires du programme ne peuvent envisager un retour dans leur pays d'origine en raison de menaces, de risques de persécution ou de circonstances personnelles. Le maintien et le renforcement de dispositifs de protection et de réinstallation tels que les Couloirs Humanitaires demeurent ainsi essentiels pour ces personnes particulièrement vulnérables.

DE L'ACCUEIL À L'ENGAGEMENT: LA PARTICIPATION DES PERSONNES ACCUEILLIES



Table-ronde sur les Couloirs humanitaires au Diaconat Drôme-Ardèche de Valence le 28 mai. Crédits : Saïf Walid - Sawa Film

De l'accueil à l'engagement : des solidarités qui se prolongent

Beaucoup de personnes accueillies par les Couloirs humanitaires ont elles-mêmes connu, en Syrie ou au Liban, des périodes où l'entraide et les solidarités ont occupé une place essentielle. Dès les échanges qui précèdent leur départ, il n'est pas rare qu'elles expriment le souhait, une fois installées en France, de pouvoir contribuer à leur tour. Cette envie se retrouve ensuite dans de nombreux parcours : dans la vie associative ou celle d'un quartier, auprès d'autres personnes exilées, dans des métiers du soin et de l'accompagnement, ou dans bien d'autres formes d'engagement.

Cette participation trouve aussi sa place au sein des Couloirs humanitaires. L'expérience de celles et ceux qui sont passé-es par les différentes étapes du parcours apporte une connaissance particulière des questions qui se posent avant et après l'arrivée, des décalages parfois rencontrés entre ce qui avait été imaginé et la réalité, mais aussi de ce qui peut être amélioré dans la préparation et l'accompagnement. Depuis plusieurs années, la FEP cherche ainsi à recueillir les retours des personnes accueillies et à les associer davantage aux évolutions du projet, notamment dans la préparation des nouvelles arrivées et les échanges entre personnes accueillies.

Douaa, Saïf et Georges y contribuent aujourd'hui de différentes façons. Trois exemples seulement, parmi beaucoup d'autres engagements portés par les personnes accueillies, dans les Couloirs humanitaires comme bien au-delà.

Douaa : transmettre son expérience et accompagner dans la durée

Arrivée en France en février 2019, Douaa a été accueillie à Lhuis, dans l'Ain, par le collectif Solidarités Migrants Bugey Sud (SMBS), avant de s'installer quelques années plus tard avec sa famille à Brumath, en Alsace. Les liens noués à Lhuis sont restés très forts : Douaa, Abdelkader et leurs enfants y retournent régulièrement et retrouvent à cette occasion les membres du collectif, mais aussi parfois les nouvelles familles accueillies dans le village.

Depuis environ trois ans, Douaa participe également aux rencontres organisées en visio par la FEP avec les personnes quelques semaines après leur arrivée en France. Elle et Abdelkader avaient proposé de se rendre disponibles si leur expérience pouvait servir à d'autres ; cette proposition s'est peu à peu installée dans le fonctionnement des Couloirs humanitaires.

Ces échanges, organisés en petit groupe, sont volontairement très libres. Malgré la préparation réalisée avant le départ du Liban, le livret d'accueil et les explications données ensuite par les pôles régionaux et les collectifs, les personnes nouvellement arrivées ont souvent envie d'entendre directement celles et ceux qui sont passé-es par les mêmes étapes. Les questions varient beaucoup : français, scolarité des enfants, démarches administratives, demande d'asile, délais, vie quotidienne, place de la religion ou simplement premiers repères en France.



Douaa parle de son expérience sans gommer les difficultés : les démarches qui peuvent être longues, le stress qu'elle a elle-même ressenti pendant sa procédure d'asile, l'apprentissage progressif du français ou encore le temps nécessaire pour trouver son autonomie. L'intérêt de ces rencontres tient aussi au lien qu'elles permettent de créer entre les personnes accueillies elles-mêmes : elles peuvent entendre un autre récit que celui des professionnel·les ou des bénévoles et, surtout, continuer à échanger ensuite si elles le souhaitent.

C'est souvent le cas avec Douaa. Plusieurs familles ont gardé son numéro et continuent à la solliciter pour comprendre un courrier, remplir un document, demander conseil ou simplement parler d'une difficulté. À Strasbourg, elle reste ainsi en lien avec une famille qu'elle aide ponctuellement pour certaines courses ou démarches. Il lui est aussi arrivé d'intervenir lorsque des incompréhensions s'installaient avec un collectif, en essayant de traduire ce que chacun·e pouvait attendre ou ressentir.

Cette disponibilité dépasse aujourd'hui largement les Couloirs humanitaires. À Brumath, Douaa accompagne par exemple une voisine récemment arrivée en France dans certaines de ses démarches. Elle reconnaît volontiers qu'il n'est pas toujours facile de trouver le temps, entre son travail et la vie avec ses trois filles. Mais lorsqu'on l'appelle pour comprendre un courrier ou remplir un document, elle se souvient aussi de toutes les fois où elle-même a eu besoin de cette aide à son arrivée.

C'est cette réciprocité qui compte beaucoup pour elle : « On a envie de redonner, pour remercier de ce qu'ils ont fait pour nous. » Même plusieurs années après son propre accueil, Douaa continue ainsi, à sa manière, les solidarités dont elle a elle-même bénéficié.

Saïf : faire entendre et voir les personnes accueillies dans les Couloirs humanitaires

Saïf Walid est arrivé lui aussi en France par les Couloirs humanitaires. Photographe et vidéaste, il a depuis créé sa propre entreprise, Sawa Film.

Comme Douaa, il participe régulièrement aux échanges avec les personnes nouvellement arrivées. Il traduit les discussions en arabe pour la FEP, répond aux questions à partir de sa propre expérience et reste disponible pour poursuivre les échanges après les rencontres.

Saïf a également réalisé pour la FEP le documentaire « Couloirs humanitaires, chemin d'espoir vers un avenir digne », tourné au Liban et en France. Son expérience personnelle des Couloirs humanitaires a nourri son regard sur les personnes qu'il a rencontrées et filmées : *ce qui m'a le plus marqué, c'est de voir à quel point l'accueil peut transformer une vie, mais aussi transformer celles et ceux qui accueillent.*

Mis en ligne en juin, le film approche aujourd'hui les 3 000 vues sur YouTube et a déjà donné lieu à de nombreuses projections en France. Il peut être librement utilisé par les collectifs qui souhaitent organiser une rencontre autour des Couloirs humanitaires.

Saïf réalise aussi depuis plusieurs années des photographies pour la FEP : plusieurs de celles qui illustrent cette newsletter sont les siennes. Il développe aujourd'hui son activité de photographe et vidéaste avec Sawa Film et recherche de nouvelles missions professionnelles dans ces domaines.





Georges partageant son expérience en tant que bénévole au sein des Couloirs humanitaires à l'occasion d'un séminaire sur le parrainage citoyen à Bruxelles, juin 2026

Georges : de l'expérience de l'accueil à l'engagement bénévole

Georges est arrivé en France en décembre 2022 avec son père, après dix années passées au Liban. Installé aujourd'hui à Bordeaux, il consacre une part importante de son temps à différents engagements associatifs.

Il est bénévole auprès du Diaconat de Bordeaux, de Solidarité Logement Bordeaux Boulevard, du Secours catholique et des Restos du cœur, et participe également à des maraudes et distributions auprès de personnes en difficulté. Une partie de cet engagement est tournée vers les personnes réfugiées : Georges traduit, accompagne, aide à comprendre certaines démarches et met à profit sa propre expérience des premières années en France.

Je suis passé par là, alors je sais ce qu'elles ressentent et ce qu'elles ont besoin de connaître.

Cette expérience est également devenue une ressource pour les Couloirs humanitaires. Georges intervient comme interprète lors des premiers rendez-vous organisés par le Diaconat de Bordeaux avec les familles nouvellement arrivées. Ces temps permettent au pôle régional de présenter le déroulement de l'accompagnement, les démarches à venir et la place du collectif. La présence de Georges permet aux personnes de poser leurs questions dans leur langue, mais aussi d'échanger avec quelqu'un qui connaît personnellement ce parcours.

Il participe désormais également au collectif BREF à Bordeaux, engagé dans la préparation de nouveaux accueils.

Entre-temps, Georges a poursuivi son propre chemin. Après avoir étudié le français à l'université de Bordeaux pour pouvoir reprendre ses recherches en anthropologie, il travaille aujourd'hui à la SNCF auprès notamment de voyageur-ses âgé-es ou en situation de handicap. *Je m'en occupe comme si c'étaient mes parents*, raconte-t-il.

Son bénévolat, son travail, ses activités d'interprétariat et sa participation au collectif se croisent aujourd'hui autour d'une même attention aux autres, qu'il relie directement à ce qu'il a lui-même traversé depuis son départ de Syrie.

Les parcours de Douaa, Saïf et Georges ne représentent qu'une petite partie des initiatives portées par les personnes accueillies au fil des années. La FEP souhaite aujourd'hui continuer à ouvrir davantage de possibilités de participation à celles et ceux qui en ont l'envie : échanges avec les nouvelles familles, contribution aux outils et à la préparation des accueils, participation à un collectif, traduction, témoignage, communication ou autres propositions.

Les collectifs qui accompagnent des personnes accueillies souhaitant s'investir davantage dans les Couloirs humanitaires sont invités à en faire part à la FEP. Les formes que peut prendre cette participation restent largement à construire avec les personnes concernées elles-mêmes.

FEMMES EXILÉES ENGAGÉES :

PREMIERS ACCUEILS ET SUITE DU PROJET



Lancement du projet Femmes Exilées Engagées à la Maison du Protestantisme le 27 mai 2026

Lancé au printemps, le projet *Femmes exilées engagées* (FEE) est entré ces derniers mois dans une phase très concrète. Deux femmes ont désormais rejoint la France par les Couloirs humanitaires, en mars puis en juillet 2026. Toutes deux vivent aujourd'hui à Marseille et sont accompagnées par la Maison de la jeune fille – Centre Jane Pannier, association membre de la FEP qui assure l'accompagnement des personnes accueillies par les Couloirs humanitaires dans l'Arc méditerranéen.

Le projet s'adresse à des femmes contraintes à l'exil et menacées en raison de leur engagement en faveur des droits humains, des libertés ou de l'égalité. Il leur permet de rejoindre la France par une voie légale et sûre, puis de bénéficier d'un accompagnement pour leur installation, leurs projets professionnels et la poursuite de leurs engagements – des engagements qui, pour beaucoup, se sont maintenus tout au long de l'exil.

Tamara, première femme accueillie dans le cadre du projet, est une défenseuse syrienne des droits humains et une artiste plasticienne. Depuis son arrivée, elle poursuit son engagement en faveur de la paix, des droits humains et de la protection des populations civiles en Syrie, tout en développant

son travail artistique. Elle a déjà participé à plusieurs expositions à Marseille, donnant une nouvelle place en France à une pratique qu'elle porte depuis plusieurs années.

Arrivée en juillet, Viany, originaire du Cameroun, s'est quant à elle engagée au Liban pour la défense des droits des travailleuses et travailleurs migrants, particulièrement exposé-es aux abus et à l'exploitation. Passionnée également de couture, elle commence aujourd'hui à construire la suite de son parcours à Marseille, tout en souhaitant poursuivre cet engagement.

De nouvelles arrivées en préparation

Au Liban, le travail d'identification de nouvelles femmes se poursuit. Soledad André-Amra, cheffe de mission au Liban, travaille avec les associations partenaires de la FEP pour étudier les situations qui leur sont orientées, rencontrer les femmes concernées et, lorsque leur situation correspond au projet, les accompagner dans les différentes étapes précédant une demande de visa.

Les prochains mois doivent notamment permettre de développer les accueils en Île-de-France. Cette implantation est importante pour

le projet : une grande partie des partenaires de FEE, des formations, des réseaux associatifs et professionnels et des possibilités de mise en relation sont concentrés à Paris et dans sa région. Pouvoir y accueillir certaines femmes est donc essentiel pour leur permettre de bénéficier pleinement de cet environnement.

Dans un territoire où l'accès au logement est particulièrement difficile, la FEP travaille actuellement avec plusieurs acteurs susceptibles de faciliter la recherche de solutions d'hébergement à Paris et en Île-de-France. L'objectif est précisément que cette contrainte ne freine ni les accueils ni la mobilisation citoyenne. Comme pour les accueils qui se préparent actuellement à Strasbourg, la recherche de bénévoles pourra ainsi se concentrer davantage sur la présence autour de la personne : être là dans les premières semaines, faire découvrir la ville, partager des moments, pratiquer le français, ouvrir des réseaux ou donner ponctuellement un coup de main dans la vie quotidienne.

Les femmes pourront également continuer à être accueillies dans d'autres territoires, avec l'appui des pôles régionaux et des collectifs citoyens des Couloirs humanitaires.



Lancement du projet Femmes Exilées Engagées à la Maison du Protestantisme le 27 mai 2026



Lancement du projet Femmes Exilées Engagées à la Maison du Protestantisme le 27 mai 2026

Une campagne de dons pour faire grandir le projet

Pour permettre à de nouvelles femmes de rejoindre le projet et soutenir leur parcours en France, une campagne de dons dédiée à Femmes exilées engagées vient également d'être lancée par la Fondation Fédération de l'entraide protestante, sous l'égide de la Fondation du Protestantisme.

Les dons contribueront à rendre possibles les prochains accueils, mais aussi à accompagner les femmes dans la durée : installation en France, formation, insertion professionnelle, développement de leurs projets et poursuite de leurs engagements.

Chacun-e peut soutenir la campagne à la hauteur de ses possibilités, mais aussi la faire connaître autour de soi, auprès de proches, d'associations, de paroisses ou de réseaux professionnels. Chaque relais peut contribuer à élargir le cercle des personnes mobilisées autour du projet.

→ Soutenir la campagne *Femmes exilées engagées : protéger les défenseuses des droits humains*

LE 20 NOVEMBRE, UNE JOURNÉE POUR RÉFLÉCHIR ENSEMBLE À L'ACCUEIL DIGNE DES PERSONNES EXILÉES

Le vendredi 20 novembre 2026, le Cercle Accueil de l'Étranger de la FEP réunira au Palais de la Femme, à Paris, celles et ceux qui accompagnent des personnes étrangères pour une journée de réflexion et d'échanges autour d'un enjeu devenu particulièrement pressant : comment continuer à porter une parole en faveur d'un accueil digne et des droits des personnes exilées, et comment la traduire en actes ?

Dans un contexte difficile pour les personnes exilées et les associations qui les accompagnent, beaucoup font le constat de difficultés croissantes à faire entendre cette parole et d'un sentiment d'impuissance face à la dégradation des droits des personnes étrangères. Cette journée cherchera à redonner du souffle, raviver l'espoir et susciter de nouvelles pistes de réflexion et d'action.

Une matinée pour prendre du recul

La matinée permettra d'abord d'interroger certaines représentations de la société française. Vincent Tiberj, politologue spécialiste de la sociologie électorale, des valeurs et de l'immigration, reviendra sur une question au cœur de ses travaux : « Une France de plus en plus conservatrice ? » Derrière le durcissement du débat public et certains résultats électoraux, les évolutions de l'opinion apparaissent en effet plus complexes : sur plusieurs sujets, la société française témoigne aussi d'une plus grande ouverture à la diversité culturelle et d'un recul de certaines formes de racisme.

Ana Petrache, docteure en philosophie et sciences politiques, proposera ensuite de croiser sciences politiques et théologie pour réfléchir à une autre question qui traverse aujourd'hui les associations : comment articuler idéalisme et pragmatisme dans une stratégie de plaidoyer ? À partir de l'éthique de conviction et de l'éthique de responsabilité, son intervention permettra d'interroger la manière de tenir ensemble les principes que l'on souhaite défendre et les contraintes dans lesquelles l'action s'inscrit.

L'après-midi : construire ensemble une société d'accueil

L'après-midi laissera davantage de place à l'échange et à la mise en pratique, à travers quatre ateliers au choix.



Avec Destin Commun, un premier atelier s'intéressera à la manière de dialoguer avec les personnes indécises sur les migrations, au-delà des publics déjà convaincus. Un deuxième partira d'initiatives menées dans les territoires pour réfléchir aux conditions qui permettent de créer des rencontres fructueuses entre personnes exilées et société d'accueil.

Deux autres ateliers seront davantage consacrés au plaidoyer. L'un permettra d'explorer avec la Cimade les moyens d'agir à son échelle, en particulier auprès des élu·es, des préfectures et des collectivités territoriales, à partir d'expériences déjà menées localement. Le dernier, animé par Vox Public, approfondira la complémentarité entre les différents types de plaidoyers : comment continuer à défendre des principes tout en construisant des stratégies susceptibles d'obtenir des avancées concrètes ?

Une journée pensée à la fois pour prendre du recul sur un contexte éprouvant, partager les expériences du réseau et repartir avec de nouvelles pistes pour agir dans les territoires

Vendredi 20 novembre 2026, de 9h30 à 16h
Palais de la Femme – 94 rue de Charonne, 75011 Paris
La rencontre est ouverte aux bénévoles, salarié·es, travailleur·ses sociaux, responsables associatifs et membres des réseaux qui accompagnent des personnes étrangères. La participation des personnes premièrement concernées par l'exil est fortement encouragée.

→ Programme complet et inscriptions sur le site de la FEP

APPEL À LA SOLIDARITÉ POUR FAIRE VIVRE LES COULOIRS HUMANITAIRES



De nouveaux accueils se préparent pour les prochains mois et, avec eux, de nouveaux besoins de mobilisation. Certains sont très concrets et localisés : à Strasbourg, en Île-de-France ou encore à Toulouse et à Lyon, la FEP et ses partenaires recherchent actuellement des personnes disponibles pour participer à l'accueil de personnes qui devraient prochainement rejoindre la France.

Selon les territoires et les situations, quelques personnes peuvent suffire. Il peut s'agir de faire découvrir une ville et un quartier, pratiquer le français, partager ponctuellement un repas ou une sortie, donner un coup de main face à une difficulté du quotidien ou ouvrir ses réseaux associatifs, professionnels ou amicaux. À Strasbourg comme pour certains des accueils qui se préparent en Île-de-France, le logement et l'accompagnement social seront assurés par ailleurs : l'enjeu est avant tout de constituer autour des personnes un petit réseau de proximité.

Mais les besoins ne s'arrêtent pas à ces prochains accueils. La FEP recherche toute l'année de nouvelles possibilités d'accueil partout en France, pour des familles comme pour des personnes seules. Un logement disponible, quelques personnes prêtes à constituer un collectif, une association intéressée ou une mise en relation dans un nouveau territoire peuvent permettre de préparer un prochain accueil.

Celles et ceux qui connaissent déjà les Couloirs humanitaires sont aussi leurs meilleurs relais. Parler de son expérience autour de soi, organiser une projection du film, présenter le projet dans une paroisse ou une association, ou mettre la FEP en relation avec des personnes susceptibles de s'engager sont autant de façons de devenir, à son échelle, ambassadeur ou ambassadrice des Couloirs humanitaires. Les collectifs peuvent ainsi contribuer à élargir la mobilisation et à faire émerger de nouvelles possibilités d'accueil, dans leur territoire comme ailleurs.

Cheffe de projet

Claire Toutlemonde

claire.toutlemonde@fep.asso.fr

07 64 73 46 58



Fédération
Entraide
Protestante

Pôles régionaux

SUD OUEST Bordeaux

Estelle Meunier

estelle.meunier@

diaconatbordeaux.fr

06 80 24 83 52



Diaconat
de Bordeaux

SUD EST Marseille

Ilbistissam SOUSSAN

i.soussan@mjf13.fr

(07 83 71 43 52)



**JANE
PANNIER**
ACCUEILLIR • HEBERGER • ACCOMPAGNER

GRAND EST Strasbourg

Déborah Schneider

refugies@fep-est.fr

06 63 36 62 24



AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Valence

Rebecca Toynouba

r.toynouba@diaconat26-07.org

07 63 06 18 02



diaconat protestant
DRÔME | ARDÈCHE

ILE-DE-FRANCE Paris

Anne Hélène Demaubus

anne-helene.demaubus@casp.asso.fr

